

Mikhaïl et Aleksandr Kononovitch sont en danger de mort

Communiqué de l'URC du 16 mars 2026

Victimes d'une mascarade judiciaire depuis 2022, ils sont la cible d'un régime aux abois qui utilise les méthodes les plus brutales pour les faire taire ou les envoyer mourir au front.

Cela fait 4 ans que les frères Kononovitch, militants communistes ukrainiens, sont assignés à résidence sous bracelet électronique dans l'attente d'un procès.

Incapable de rendre un jugement dans un dossier totalement vide, le régime de Kiev fait durer la procédure en changeant de juges à trois reprises. Aujourd'hui, ce régime se retrouve prisonnier de sa propre machination.

Aujourd'hui, la stratégie change. Le régime, cherchant à se légitimer à l'approche des élections, est passé à l'offensive. Le 26 février, Alexander Kononovitch avait été séquestré par des agents du Service de sécurité ukrainien (SBU) devant le palais de justice, sous les yeux d'une justice complice. S'il a été relâché sous la pression, cette tentative d'intimidation n'était que partie remise.

Depuis, la situation est devenue critique. En raison de l'enlèvement orchestré par le SBU, les frères Kononovitch ont manqué l'audience qui devait prolonger leur assignation à résidence. Par conséquent, depuis le 16 mars, ils se trouvent dans un vide juridique total. Leurs bracelets GPS, qui constituent leur seule protection du fait qu'ils les rattachent officiellement à l'État, n'ont pas été officiellement prolongés.

Privés de cette surveillance électronique, ils deviendraient invisibles aux yeux de la loi, et donc livrés sans aucune protection à leurs bourreaux néonazis.

Fin 2025, le régime de Kiev avait tenté un stratagème digne d'un État mafieux et corrompu.

Le SBU avait approché les frères pour leur proposer un « marché » empoisonné : leur sécurité et une compensation financière en échange de leur participation aux élections, afin de blanchir le régime.



S'ils refusaient, ils les menaçaient d'enlever leurs bracelets GPS sans procès et de les faire disparaître. En clair, les assassiner. Mikhaïl et Aleksandr Kononovitch ont bien sûr rejeté cet accord. Maintenant, leur vie est en danger. Le régime compte organiser leur « disparition ».

À partir d'aujourd'hui et jusqu'à l'audience qui doit se tenir le 25 mars, ils ne sont officiellement sous la responsabilité de personne. Ni le tribunal, ni le bureau du procureur ne répondent d'eux. Cela signifie que si le régime met ses menaces à exécution et les assassine entre le 16 et le 25 mars, il n'y aura officiellement aucun responsable légal. Ce vide est un permis de tuer.

L'heure est grave. Il faut briser le silence.

L'URC appelle à la mobilisation et à l'envoi de mails à :

- Bureau du Procureur général d'Ukraine:
office@gp.gov.ua
- Ministère des Affaires étrangères d'Ukraine
zsmfa@mfa.gov.ua
- Administration du Président d'Ukraine
letter@apu.gov.ua
- Ministère de la Justice d'Ukraine
themis@ca.minjust.gov.ua

Solidarité avec Mikhaïl et Aleksandr Kononovitch!



union pour la
reconstruction
communiste



@unionreconstructioncommuniste



@URCommuniste



<https://urcommuniste.fr>